



Pro! Afrique

Améliorer les perspectives, exploiter les opportunités, renforcer l'économie

L'Afrique est un continent confronté à de nombreux défis mais offrant de grandes opportunités. Ses 54 pays sont très hétérogènes et doivent donc être considérés de manière différenciée. La population est jeune et connaît une croissance supérieure à la moyenne. Selon des estimations du FMI, environ 18 millions de nouveaux emplois doivent être créés par an d'ici 2035 dans la région subsaharienne, afin de mettre les jeunes sur les rails de l'emploi. En même temps, de nombreux États africains connaissent un essor économique. En moyenne, les économies nationales en Afrique ont affiché un taux de croissance d'environ 3,7 % en 2016, supérieur à celui de l'économie mondiale (3,1 % en 2016). Les moteurs de la croissance sont l'urbanisation progressive, l'expansion de la classe moyenne, le développement du secteur tertiaire ainsi que les investissements en infrastructures et les recettes provenant des ventes de matières premières (y compris le pétrole brut). Par ailleurs, beaucoup d'États africains misent sur le développement des énergies renouvelables.

Notre initiative Pro! Afrique s'oriente en fonction des lignes directrices de politique africaine du gouvernement fédéral. Celui-ci renforce les fondements de la stabilité et du développement et souhaite en particulier promouvoir la bonne gouvernance, l'État de droit, la lutte contre la corruption et les possibilités d'éducation. Le plan d'action national pour l'économie et les droits de l'homme encourage les entreprises allemandes à respecter de manière exemplaire des normes de travail, environnementales et sociales plus élevées notamment en Afrique et d'améliorer ainsi la situation des droits de l'homme sur place. À travers son adhésion à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), l'Allemagne veut donner un signal clair pour plus de transparence financière dans l'enregistrement et la divulgation des paiements issus de l'exploitation des ressources naturelles dans les pays riches en matières premières, afin que les revenus provenant des ressources naturelles bénéficient à tous les citoyens.

À travers les accords de partenariat économique (APE), beaucoup de pays africains ont déjà un accès totalement libre au marché européen. En échange, les États africains doivent seulement ouvrir leurs marchés à 80 % en moyenne des lignes tarifaires et du volume des échanges. Les 20 % restants continuent d'être protégés durablement des importations européennes. Cela concerne surtout les produits agricoles sensibles. Les APE sont ainsi axés sur le développement, sont conformes à l'OMC et organisés de manière asymétrique en faveur des États africains. Ils favorisent dans le même temps l'intégration régionale dans les grandes communautés économiques et de développement africaines (CDA, EAC, CEDEAO, etc.), ce qui profite au final aux entreprises qui trouvent des marchés intérieurs attractifs pour leurs produits dans ces régions économiques intégrées. Avec l'initiative Pro! Afrique, nous souhaitons soutenir le développement économique de l'Afrique. L'économie allemande est bien positionnée dans beaucoup de ces domaines et un partenaire approprié. Aujourd'hui déjà, les liens économiques qui existent entre l'Allemagne et l'Afrique sont très étroits. Le commerce extérieur allemand avec l'Afrique s'élevait ainsi en 2016 à environ 41 milliards d'euros, dont environ 24 milliards d'euros avec l'Afrique sub-saharienne et environ 17 milliards d'euros avec l'Afrique du Nord. Alors que les importations allemandes s'élevaient à 16,5 milliards d'euros, les exportations allemandes atteignaient 24,5 milliards d'euros. Les entreprises allemandes créent des emplois et s'engagent dans la formation en alternance. En tant que partenaire économique, l'Afrique offre aux entreprises allemandes de nouvelles perspectives.

L'Allemagne occupe actuellement la présidence du G20. Ce faisant, nous mettons clairement l'accent sur l'Afrique. De plus, un sommet sur l'Afrique aura lieu à Berlin les 12 et 13 juin 2017. Ce concept sur l'Afrique du ministère fédéral de l'Économie et de l'Énergie (BMWi) visant à renforcer l'économie et la croissance durable en Afrique ouvre la voie d'une coopération approfondie et d'un plus grand engagement de l'économie privée.

Il s'agit de créer des perspectives et des emplois sur place et de contrecarrer ainsi les causes de la division sociale et de la forte migration vers l'Europe. L'accent est mis sur des projets et initiatives dans le domaine des nouvelles technologies, des innovations et de la numérisation qui sont adaptés en fonction des besoins locaux et des différentes régions. À cet effet, les instruments éprouvés de la promotion des échanges extérieurs pour l'Afrique sont améliorés, la coopération politique approfondie et les programmes de soutien réussis axés sur l'Afrique. Dans ce but, nous voulons augmenter le budget du BMWi de 100 millions d'euros.

I. Nouveaux instruments pour un partenariat équitable d'égal à égal

1. Création de forums économiques de haut niveau

Nos commissions économiques mixtes offrent un bon relais de communication, afin d'attirer l'attention des entreprises allemandes sur les différents pays et de favoriser les échanges et les investissements avec les pays partenaires. Nous souhaitons mettre en œuvre cet instrument avec d'autres pays partenaires africains:

- Nous allons ainsi proposer des commissions économiques mixtes (GWKs) avec les États 'Compact with Africa'. Il existe déjà des GWKs avec le Maroc, l'Algérie et l'Égypte et des groupes de travail gouvernementaux pour l'économie dans le cadre des commissions binationales avec l'Angola, le Nigéria et l'Afrique du Sud. Nous allons faire d'autres voyages de délégation en Afrique et en particulier en Afrique subsaharienne.

2. Développement de partenariats d'administration avec l'Afrique du Nord

Depuis 2004, nous entretenons des partenariats d'administration avec les États de l'Afrique du Nord. Les autorités allemandes soutiennent à l'aide des instruments financés par l'UE Twinning et TAIEX les administrations de nos États voisins méditerranéens dans leurs processus de transformation et de réformes. Ils contribuent aussi au développement économique et à l'amélioration des conditions de vie dans les pays partenaires. Le BMWi a par exemple réalisé des projets au sein des autorités de la concurrence, des autorités d'accréditation et de soutien aux PME:

- Dans le cadre des instruments de l'UE Twinning et TAIEX, nous allons approfondir notre engagement dans les pays partenaires nord-africains.

3. Partenariats de transformation pour l'Afrique

Nous avons fait de très bonnes expériences au sein des partenariats de transformation avec l'Égypte et la Tunisie. Dans ce contexte, nous avons durablement soutenu les gouvernements et les autorités, de la prise de réformes économiques et sociales au développement d'une économie sociale de marché. Nous proposons donc un programme de conseil approprié pour le renforcement des capacités administratives et de bonne gouvernance pour l'Afrique:

- Nous proposons donc un programme de conseil approprié pour le renforcement des capacités administratives et de bonne gouvernance dans les instances économiques africaines d'après le modèle des équipes de transformation du Nord de l'Afrique ou par analogie au TAIEX pour l'Afrique. D'un point de vue thématique, la promotion des exportations et des investissements, les infrastructures qualité, les PME, les télécommunications, la numérisation, le tourisme et l'efficacité énergétique entrent par exemple en considération.
- Ce faisant, nous souhaitons utiliser davantage les compétences des vecteurs de connaissances fédéraux, tels que les institutions subordonnées ou la Fondation allemande de coopération juridique internationale (IRZ).

4. Soutien aux grands projets stratégiques

Le nouveau Bureau « Projets étrangers stratégiques » au BMWi soutient les projets étrangers stratégiques à travers un accompagnement politique et des offres de financement combinées:

- Le Bureau « Projets étrangers stratégiques » au BMWi se tient également à disposition pour des projets étrangers stratégiques en Afrique et peut à l'avenir apporter son soutien dans des projets correspondants dans les pays africains.

5. Développement des compétences économiques et énergétiques des ambassades

Nous souhaitons renforcer la bonne coopération avec les ambassades allemandes en Afrique en améliorant sur place les compétences économiques:

- Le BMWi identifiera quelles ambassades pourraient avoir besoin d'un chef, d'un conseiller technique, d'un rédacteur pour l'économie et l'énergie.

6. Succès à l'exportation: la formation professionnelle

Seule une formation professionnelle approfondie et de qualité permet aux travailleurs salariés africains d'utiliser de nouvelles machines et technologies. Il s'agit d'une condition essentielle au progrès industriel et économique. Nous souhaitons donc continuer de renforcer la reconnaissance par la société de la formation en alternance par rapport à la formation universitaire:

- Notre programme « Skills Experts » est élargi à des AHKs sélectionnées en Afrique. Il soutient les entreprises allemandes, afin que celles-ci forment, compte tenu des besoins, le personnel qualifié requis sur place d'après le modèle de la formation en alternance. Parmi les principales tâches du programme « Skills Experts » figurent notamment le développement des réseaux locaux avec des acteurs pertinents, l'élaboration d'un concept de formation adapté aux besoins, la prestation d'autres services autour de la formation en alternance comme les qualifications des formateurs et l'organisation des examens.
- Parallèlement au programme « Skills Experts », une campagne de sensibilisation et d'information est lancée sur la formation en alternance dans ces pays africains, y compris le développement de coopérations entre les écoles et les entreprises, afin de souligner l'importance également dans les sociétés africaines d'une telle formation pour la carrière professionnelle.

7. Moteur de l'emploi: le tourisme

Le tourisme est une source d'emplois pour de nombreuses personnes. Il contribue à éviter la pauvreté et constitue un facteur de croissance important. La promotion du tourisme est surtout utile dans les États africains où il existe un grand potentiel pour l'augmentation du nombre de touristes et qui sont en même temps des pays d'origine importants des immigrants.

- Nous voulons sélectionner un État et y établir un centre de compétences tourisme et le rattacher avec son propre personnel à une AHK. Le centre de compétences tourisme conseillera et soutiendra les entreprises, associations et le milieu politique, afin de réaliser des investissements, de combler les besoins en personnel qualifié, d'augmenter la qualité et de faire du marketing (par exemple dans le cadre de l'ITB Berlin).

8. Partenariats et dialogues de politique énergétique avec l'Afrique

Nos partenariats énergétiques existants avec l'Afrique du Sud, le Nigéria, l'Angola, le Maroc, la Tunisie et l'Algérie présentent de bons résultats. Avec des événements comme les journées de l'énergie et les manifestations « business to government », nous contribuons aux échanges économiques relatifs à la création de valeur locale et à des condi-

tions cadres durables dans les pays partenaires africains. À travers d'autres dialogues énergétiques, nous voulons permettre des échanges en matière de politique énergétique, qui soutiennent toutes les formes durables centralisées et notamment décentralisées de la production énergétique dans les pays partenaires africains:

- l'organisation de dialogues énergétiques supplémentaires et d'évènements économiques avec le Kenya, le Ghana, la Namibie, le Sénégal et l'Égypte.
- Un centre énergétique et de matières premières est créé dans le bureau des délégués au Nigéria, afin de promouvoir l'extraction et l'exploitation durables des matières premières.

9. Renforcement des activités de l'Initiative pour l'exportation de l'énergie en Afrique

L'accès et la mise à disposition de l'énergie est un élément clé pour le développement des pays émergents et en développement qui disposent d'un grand potentiel pour les énergies renouvelables et les technologies d'efficacité énergétique. Notre Initiative pour l'exportation de l'énergie soutient l'entrée d'entreprises allemandes sur ces marchés de l'avenir prometteurs:

- Élargissement du programme de développement de projets (PEP) dans le cadre de l'Initiative pour l'exportation de l'énergie,
- Développement du programme de solutions énergies renouvelables de la dena (dena programme RES) pour des projets phares et
- Élargissement du programme de voyages d'affaires de la AHK.

10. Renforcement des activités de l'Initiative à l'exportation en faveur du secteur de la santé

La santé est une condition pour une économie prospère. Des infrastructures correspondantes, des offres sanitaires ainsi que du personnel qualifié sont nécessaires, en particulier dans les pays africains. L'économie de la santé allemande a une excellente réputation à l'échelle internationale et peut apporter à travers ses services un soutien important au développement et à l'expansion du secteur de la santé en Afrique. L'Initiative à l'exportation en faveur du secteur de la santé mettra donc en avant les pays africains à travers des offres adaptées, telles que:

- Informer les décideurs africains sur les appareils médicaux, qui sont adaptés aux besoins locaux
- Informer et sensibiliser les entreprises allemandes de l'économie de la santé sur les potentiels du marché et les défis particuliers
- Attribuer des qualifications aux étudiants (médecins, ingénieurs etc ...) dans le cadre de séminaires pilotes et d'ateliers dans les établissements supérieurs locaux. Ils peuvent être ainsi initiés aux produits et services allemands.

II. Un nouveau partenariat de la numérisation et de l'innovation avec l'Afrique

1. Construction de ponts intercontinentaux pour les start-ups

L'Afrique est un continent disposant d'un grand potentiel dans le domaine du développement numérique et est déjà précurseur dans certains domaines comme par exemple les services bancaires mobiles. Cela offre de nombreuses chances de partenariats aux entreprises allemandes et africaines et en particulier aux start-ups. Cette année, la ministre fédérale de l'Économie et de l'Énergie invitera les acteurs les plus importants lors d'une table ronde germano-allemande des start-ups à Berlin. À cette occasion seront examinées les formes de coopération suivantes:

- Les résultats de cette table ronde alimenteront, en plus d'autres critères, la recherche de sites africains appropriés pour un German Accelerator visant le soutien de l'internationalisation des start-ups allemandes.

- Nous souhaitons favoriser les échanges entre les start-ups allemandes et africaines dans le cadre d'un Programme germano-africain d'échanges entre start-ups (German African Startup Exchange Program GASEP). En coopération avec les représentants des pays tels que la Tunisie, l'Égypte, l'Afrique du Sud, le Rwanda et le Kenya et nos représentants allemands sur place, nous voulons identifier les possibilités correspondantes.
- Des programmes comme EXIST Startup-Germany peuvent être attractifs pour de jeunes entrepreneurs venant de pays tels que l'Angola, le Kenya, l'Égypte, l'Afrique du Sud et le Nigéria, afin d'adapter en coopération avec des créateurs d'entreprises allemands leurs idées business aux marchés africains et allemands. Le programme est adapté au marché africain et développé en coopération avec des réseaux existants des universités et instituts de recherche en Allemagne et en Afrique.
- Un objectif central consiste à mettre en réseau les créatrices et créateurs africains avec des start-ups et technologies allemandes. Un fonds de financement pour les start-ups doté de plus de 100 millions d'euros doit être créé à cette fin. Ce fonds doit être utilisé dans des villes africaines choisies où il existe beaucoup de start-ups. Ce faisant, les conditions de financement sont adaptées aux particularités des marchés africains. Le fonds doit pouvoir compter sur les expériences particulières faites par la DEG sur le marché d'adhésion en Afrique ainsi que sur le soutien du fonds d'aide au démarrage pour les hautes technologies lors de la structuration et du traitement du fonds.

2. Dialogue sur la numérisation avec les États africains

- Dans le cadre de notre dialogue sur la numérisation, nous souhaitons identifier les possibilités d'une coopération renforcée avec les pays africains choisis.
- Conformément aux décisions prises lors de la conférence du G20 des ministres chargés du numérique les 6 et 7 avril 2017, nous continuerons de concrétiser les objectifs relatifs à la participation numérique, qui concernent particulièrement l'Afrique: développement des infrastructures et de l'accès à internet pour tous d'ici 2025, amélioration de la formation numérique à l'école et dans la vie professionnelle, réduction de la fracture numérique entre les sexes et création d'un système commercial équitable.

3. Pour une coopération des PME innovantes

Le programme d'innovation central (ZIM) est un moteur d'innovations auprès des PME allemandes. Au cours des dernières années, il a été décidé avec succès avec d'autres États de promouvoir des coopérations R&D, afin de soutenir l'internationalisation des PME.

- À travers le ZIM, nous allons promouvoir plus largement la coopération en matière de recherche des PME innovantes allemandes avec les partenaires africains.
- À l'instar des coopérations existantes avec des pays tiers dans le cadre du ZIM, le BMWi examinera, à quelles conditions et dans quelle mesure une coopération peut être convenue entre les pays, afin de promouvoir ensemble des projets R&D transfrontaliers.

4. Renforcement des infrastructures qualité

Une infrastructure qualité reconnue est essentielle pour la compétitivité des économies africaines et leur participation au commerce international. La mise en place de structures appropriées ainsi que le développement du cadre juridique constituent donc des objectifs de long terme de la coopération technique. Le BMWi intervient là où la coopération technique se termine et promeut des mesures durables ainsi que la création de coopérations d'égal à égal:

- L'Institut national de métrologie (PTB), l'Institut fédéral pour la recherche et les essais de matériaux (BAM), l'Institut allemand de normalisation (DIN) et l'Organisme d'accréditation allemand (DAkkS) peuvent apporter une contribution déterminante de par leurs compétences et contacts existants avec des institutions et structures

régionales similaires. Nous souhaitons surtout développer et initier des coopérations axées sur des thèmes économiques pertinents ainsi que sur des défis techniques et sociétaux pour les pays africains (par ex. dans les secteurs de la santé ainsi que de la production alimentaire et de la biotechnologie).

- Le DIN examinera de quelle manière la coopération avec en particulier l'Institut de normalisation sud-africain peut être pérennisée et intensifiée.
- Dans le cadre de la coopération technique, le PTB est déjà présent dans la majorité des pays africains, par exemple à travers des projets visant le renforcement des infrastructures qualité pour le photovoltaïque et l'énergie solaire thermique dans les États du Maghreb. À l'avenir, le PTB va poursuivre la coopération avec les instituts de métrologie nationaux en Afrique et l'organisation de métrologie régionale AFRIMET.
- L'institut fédéral de géosciences et de ressources naturelles (BGR) va développer et approfondir la coopération avec les services géologiques nationaux en Afrique, notamment en matière d'eau phréatique et d'eau potable, d'exploitation durable des sols et d'évaluation des risques géogènes, et ce également dans le contexte du changement climatique.

5. Nouveaux partenariats entre les entreprises créatives

Au cours des dernières années et décennies, l'industrie créative allemande s'est continuellement établie sur les marchés internationaux. Elle présente justement en Afrique un fort potentiel pour de multiples coopérations:

- Dans le cadre des programmes de promotion des exportations du BMWi, nous souhaitons cibler le marché africain et aider les entreprises créatives allemandes à trouver des sites africains. Nous voulons rendre visible les opportunités qui existent sur les marchés africains en mettant en avant les forces locales de l'industrie créative.

III. Une forte promotion des échanges extérieurs pour un continent fort

Il est important de fournir à l'économie allemande des informations et des conseils encore plus détaillés et approfondis concernant les possibilités et les chances que leur offre le continent africain. Cela vaut notamment pour les petites et moyennes entreprises allemandes.

1. Développer le programme pour la prospection de nouveaux marchés en Afrique

Il convient d'accompagner de près notamment les petites et moyennes entreprises lorsqu'elles souhaitent prospector de nouveaux marchés en Afrique. Des voyages organisés par le programme pour la prospection de nouveaux marchés et soutenus par le BMWi peuvent s'avérer précieux dans ce contexte.

- L'éventail de voyages de prospection de marchés, de rapprochement d'entreprises et de voyages thématiques en Afrique ou en provenance de l'Afrique sera élargi, également dans le cadre de l'initiative d'exportation de technologies environnementales.

2. Rendre les garanties Hermes plus attrayantes dans le contexte africain

Depuis décembre 2014, des garanties peuvent être octroyées au secteur public dans dix pays subsahariens. Des garanties sont donc accordées dans ces pays pour la fourniture de marchandises et des prestations liées à des projets gérés par des maîtres d'ouvrage publics. Nous nous engageons, au sein du gouvernement fédéral, en faveur d'une adaptation continue des instruments Hermes aux besoins spécifiques africains.

- Nous allons donc œuvrer en faveur d'une réduction de la participation aux frais des garanties Hermes pour les acheteurs publics s'élevant actuellement à 10 % pour arriver au taux pratiqué normalement de 5 %.

- Nous mettons à disposition des financements à taux fixe sur la base du taux d'intérêt commercial de référence de l'OCDE (TICR) afin d'augmenter la sécurité de planification des acheteurs africains.
- Pour accompagner au mieux le financement des échanges avec des acheteurs africains à l'aide des instruments Hermes, nous allons faire participer davantage les mandataires fédéraux des garanties de crédit à l'exportation aux activités des partenariats énergétiques et des dialogues sur l'énergie avec l'Afrique ainsi qu'au programme pour la prospection de nouveaux marchés.

3. Augmenter la notoriété des garanties à l'investissement en Afrique

Dans presque tous les pays africains, le gouvernement fédéral peut, dès à présent, octroyer aux projets éligibles des garanties à l'investissement contre des risques politiques. Il en va de même pour les projets lancés par des PME.

- La AHK et les mandataires seront plus proactifs en fournissant des informations sur ces possibilités.

4. Se présenter: intensifier la participation aux salons en Afrique

Les salons constituent, surtout en Afrique, une plateforme excellente pour l'échange et le rapprochement d'entreprises.

- Il est prévu de participer à 16 salons africains en 2017. En outre, nous aspirons à augmenter les fonds pour la participation d'entreprises allemandes à d'autres salons en Afrique.

5. Plus de compétence sur place: développement du réseau des chambres de commerce et d'industrie à l'étranger (AHK) et création de nouveaux bureaux de délégués de l'économie allemande

Les chambres de commerce et d'industrie à l'étranger sont les premiers interlocuteurs des entreprises allemandes dans les pays partenaires. Il existe encore trop peu de ces institutions de conseil et d'assistance en Afrique. C'est la raison pour laquelle le BMWi prendra les mesures suivantes :

- Développer le réseau des AHK
 - création d'une plaque tournante pour l'Afrique occidentale francophone auprès d'une AHK existante avec des antennes dans les pays respectifs
 - création d'une antenne de la délégation de l'économie allemande du Kenya en Tanzanie
 - élargissement de la responsabilité de la délégation du Ghana à la Côte d'Ivoire (création éventuelle d'une antenne)
- Établir des centres de compétence sectoriels régionaux
 - recours accru au centre de compétence mines et matières premières de l'AHK Afrique de Sud et au German Mining Network
 - établissement d'autres centres de compétence auprès d'AHK existantes dédiés aux domaines suivants : matières premières, gestion de l'eau, urbanisation, agrobusiness / packaging, industrie de la santé, technique médicale, énergie, formation professionnelle et tourisme. L'institut fédéral de géosciences et de ressources naturelles va développer et approfondir la coopération avec les services géologiques nationaux en Afrique, notamment en matière d'eau phréatique et d'eau potable, d'exploitation durable des sols et d'évaluation des risques géogènes, et ce également dans le contexte du changement climatique.

- Les centres de compétence sectoriels régionaux fournissent également des informations aux entreprises relatives à la formation professionnelle dans le secteur respectif. Le centre de compétence a pour tâche d'identifier, en étroite coopération avec les « skills experts », le besoin en formation en entreprise des entreprises du secteur spécifique, de concevoir et d'introduire un concept de formation axé sur les besoins et d'initier un échange d'expérience entre les entreprises formatrices. En outre, les centres offrent aux entreprises formatrices, en coopération avec des prestataires de services de formation, des mesures de qualification adaptées aux besoins spécifiques du pays (en matière d'éléments/d'assurance qualité de la formation en alternance, de système de formation, de problèmes typiques etc.).

6. Un « guide de l'Afrique »

- Un point de contact sera établi dans la direction des échanges extérieurs du BMWi qui servira de « guide » et fournira des conseils aux entreprises allemandes qui souhaitent s'engager en Afrique. Il ne s'agit pas de doubler des structures existantes.

7. Réaménager la plateforme numérique www.portalafrika.de

- Ce portail clé mettant à disposition des informations sur le contexte économique et des appels d'offre sera développé pour en faire une véritable plateforme traitant toutes les questions liées aux relations économiques avec l'Afrique. L'agence Germany Trade and Invest pour la promotion des échanges économiques extérieurs et des investissements étrangers en Allemagne devrait continuer à en assurer la gestion, le « guide de l'Afrique » du BMWi devant en assumer la responsabilité politique.

8. Plus de compétence en matière d'Afrique chez Germany Trade and Invest (GTAI)

Afin de gérer les risques potentiels, les petites et moyennes entreprises souhaitant intensifier leur engagement en Afrique dépendent d'informations fiables, comparables et neutres sur les principaux éléments du contexte économique, notamment en ce qui concerne le domaine juridique. C'est la raison pour laquelle le BMWi et la GTAI envisagent :

- d'élargir le réseau des délégués régionaux de deux bureaux en Afrique,
- de diversifier les publications offertes par la GTAI et
- d'embaucher quatre experts supplémentaires à la centrale de la GTAI afin de renforcer la compétence en matière de conseil, notamment en ce qui concerne des questions juridiques et la coopération au développement, et d'informer les entreprises allemandes sur les chances qui se présentent en Afrique de manière encore plus efficace.

9. Diversifier le programme de formation pour managers en Afrique

Nous souhaitons renforcer considérablement le programme de formation pour managers établi par le BMWi en transmettant aux entrepreneurs africains les compétences en management et en coopération les plus récentes pour qu'ils puissent améliorer leur compétitivité. Le programme de formation pour managers permet à des cadres dirigeants issus d'actuellement 19 pays partenaires (dont l'Égypte et la Tunisie) de séjourner quatre semaines en Allemagne pour participer à des stages de formation pratiques, d'effectuer des visites d'entreprises et de gagner en expérience ainsi que de nouer des relations commerciales avec des entreprises allemandes. Le programme prévoit une coopération à long terme (de vingt ans, en partie).

- Par conséquent, le BMWi augmentera durablement les fonds alloués au programme de formation pour managers afin de le rendre accessible pour d'autres pays africains choisis (tels que l'Afrique du Sud, le Maroc, le Kenya et le Ghana).